

Sous-titre de l'événement fondateur en procédant à une interprétation actuali-

Comment concilier l'unicité de la médiation du Christ dans

peut se substituer à Dieu sans le soustraire de sa foi et se dénier.

d'une tâche dont le volume impressionne. Dans cet ouvrage,

Guillebaud, c'est souffler, et déjà respirer mieux. »

Europe, il est trop tôt pour baisser les bras

Jean-Pierre Bobichon

Membre fondateur de Sauvons l'Europe

opinions publiques dans le projet européen. Il a donné son nom à un ambitieux plan d'investissements. « Et à présent me voilà occupé, plusieurs heures par jour, déplore-t-il, à planifier la sortie d'un État membre, ce n'est pas un travail d'avenir. »

Les conséquences du Brexit l'inquiètent particulièrement. « Les Britanniques vont réussir, sans trop de difficultés, à diviser les Vingt-Sept », confie Jean-Claude Juncker à une journaliste : « Ils savent déjà très bien comment s'y prendre. »

L'ancien premier ministre luxembourgeois, âgé de 62 ans, s'inquiète plus généralement du manque de vision commune des Européens : « Certains pays aimeraient avoir plus d'Europe. D'autres trouvent que nous avons déjà trop d'Europe. Il y a ceux - dont je fais partie - qui voudraient une Europe plus sociale », dit-il encore.

En annonçant bien trop tôt son départ au plus tard à la fin de son mandat actuel (novembre 2019), Jean-Claude Juncker prend le risque d'affaiblir sa propre position et fonction, à la veille même des échéances importantes de 2017 : le Conseil européen de Rome le

Jean-Claude Juncker a le blues. Le président de la Commission européenne a affiché son pessimisme quant à l'avenir européen dans un entretien à la radio publique allemande diffusé le 12 février. Et il annonce qu'il ne briguera pas de deuxième mandat en 2019.

Jean-Claude Juncker n'explique pas les raisons pour lesquelles il ne souhaite pas remplir pour un second mandat de cinq ans, mais son découragement est palpable.

Le président de la Commission européenne y dresse un portrait plutôt sombre de la situation dans l'Union.

Le Brexit semble avoir porté un sérieux coup à son optimisme : au début de son mandat à la tête de l'institution qu'il avait qualifié de « Commission de la dernière chance », il affichait pour ambition de faire remonter la confiance des

27 mars prochain, qui marquera le 60^e anniversaire des traités de Rome et qui devrait tracer des perspectives à propos de l'avenir de l'Union européenne, suivi des élections, en France, en Allemagne, aux Pays-Bas...

Plus gravement encore, l'insitution elle-même, chargée de « promouvoir l'intérêt général de l'Union » et de maintenir le cap du projet européen, pourrait être ainsi déstabilisée, alors que désordres ou désarrois prévalent dans la plupart des États membres et que de nouveaux et graves défis extérieurs sont apparus. Un tel risque de dérive de l'exécutif européen dans de telles circonstances doit être à tout prix évité.

Soit le président considère vraiment - dans ces difficiles et exceptionnelles circonstances et en application de l'article 246 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne - qu'il est nécessaire d'élire, par le Parlement européen, un nouveau président ou une nouvelle présidente de la Commission européenne pour en prendre, sans délai, la direction avec une énergie nouvelle. Une telle décision n'étant bien sûr envisageable que si un consensus préalable sur

Poursuivre la construction de l'Europe que nous voulons pour les Européens, avec les Européens, dans la diversité, l'unité et la solidarité.

la personne du nouveau ou de la nouvelle président(e) apparaissait possible.

Soit le président Juncker décide au contraire de poursuivre ses responsabilités et remobilise fermement son collège pour toute la durée de la deuxième partie de son mandat.

Cette dernière alternative est la plus souhaitable malgré tout et peut-être la plus probable. Il est en effet possible que le président Juncker ait surtout voulu - avec le franc-parler qui le caractérise - mettre les gouvernements des États membres devant leurs propres responsabilités, car la Commission européenne ne peut

pas se substituer à eux pour défendre et actualiser, seule, le projet européen. Devant leurs ambiguïtés, leurs doutes, leurs incertitudes, leurs divisions, leurs indifférences et même leurs hostilités, tous les efforts de l'exécutif européen pour faire avancer ce projet seront vains.

Reste que l'annonce de Jean-Claude Juncker va donner du grain à moudre aux eurosceptiques, de tous bords, aux antieuropéens de toutes natures et aux pessimistes permanents. Quant aux citoyennes et citoyens de l'Union européenne, ils peuvent avoir le sentiment que M. Juncker les laisse se débrouiller seuls. Mais la société civile organisée, pour qui l'Europe peut être une des solutions en réponse aux enjeux de la période, ne laissera pas se déliter un peu plus chaque jour ce pourquoi elle mène le combat au quotidien depuis des années : poursuivre la construction de l'Europe que nous voulons pour les Européens, avec les Européens, dans la diversité, l'unité et la solidarité.

C'est quand la tempête souffle au grand vent qu'il faut tenir le cap. Résolument, avec détermination et ténacité.